

L'IDÉOLOGIE DE L'ÉVALUATION : UN NOUVEAU DISPOSITIF DE SERVITUDE VOLONTAIRE ?

Roland Gori et Marie-José Del Volgo

ERES | *Nouvelle revue de psychosociologie*

2009/2 - n° 8
pages 11 à 26

ISSN 1951-9532

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-nouvelle-revue-de-psychosociologie-2009-2-page-11.htm>

Pour citer cet article :

Gori Roland et Del Volgo Marie-José, « L'idéologie de l'évaluation : un nouveau dispositif de servitude volontaire ? », *Nouvelle revue de psychosociologie*, 2009/2 n° 8, p. 11-26. DOI : 10.3917/nrp.008.0011

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'idéologie de l'évaluation : un nouveau dispositif de servitude volontaire ?



Roland Gori
Marie-José Del Volgo

« L'époque qui ose se dire la plus révoltée n'offre
à choisir que des conformismes.
La vraie passion du XX^e siècle, c'est la servitude. »
Albert Camus, *L'Homme révolté*, p. 293.

« Nous sommes entrés dans un type de société
où le pouvoir de la loi est en train non pas de régresser,
mais de s'intégrer à un pouvoir beaucoup plus général :
celui de la norme. Ce qui implique un système de surveillance,
de contrôle tout autre. Une visibilité incessante, une classification
permanente des individus, une hiérarchisation, une qualification,
l'établissement des limites, une mise en diagnostic.
La norme devient le partage des individus. »
Michel Foucault, *Dits et écrits*, p. 74-79.

Dans les différents secteurs de la vie sociale, la multiplication des
règlements, directives¹, décrets ou règles de bonnes pratiques provient
de l'augmentation croissante des normes et des exigences de standardi-



*Roland Gori, psychanalyste, professeur de psychopathologie clinique à l'univer-
sité d'Aix-Marseille I. roland.gori@wanadoo.fr*

*Marie-José Del Volgo, maître de conférences, praticien hospitalier, directeur de
recherches à l'université d'Aix-Marseille. mjd.cm@wanadoo.fr*

1. Édictés, par exemple, par la Commission européenne.

sation. Ces normes ne sont pas des produits à proprement parler d'une loi juridico-politique, d'une autorité. Il s'agit plutôt d'un dispositif de capture du vivant qui modèle, fabrique et traque l'humain dans les filets de la normalisation d'un réseau de « tyranneaux » où s'exerce moins le pouvoir d'un seul que la servitude de tous². Le conformisme auquel nous nous plions tous les jours se déploie « dans les petites affaires » et nous asservit de manière toujours plus étendue et douce. Il nous fait perdre l'habitude de nous diriger nous-mêmes et nous accoutume toujours davantage à consentir, dans les marges d'un pouvoir véritablement disciplinaire, à notre propre aliénation, à notre propre mutilation³. De Tocqueville montre que dans nos régimes démocratiques le pouvoir d'assujettir possède d'autres caractères que ceux que l'on trouve traditionnellement dans les régimes autoritaires : « Il serait plus étendu et plus doux, et il dégraderait les hommes sans les tourmenter » (Tocqueville, 1981, p. 384). Ce despotisme qui asservit nos contemporains concerne moins les grandes affaires, les grandes choses, que les petits détails de leur existence quotidienne. C'est ce despotisme-là qu'il anticipait en dénonçant son plus puissant, son plus dangereux et son plus secret ressort : « La sujétion dans les petites affaires se manifeste tous les jours et se fait sentir indistinctement à tous les citoyens. Elle ne les désespère point ; mais elle les contrarie sans cesse et elle les porte à renoncer à l'usage de leur volonté. Elle éteint peu à peu leur esprit et énerve leur âme » (Tocqueville, 1981, p. 387).

Disséminé dans de multiples dispositifs réticulaires et capillaires, le nouveau Maître anonyme impose à l'humain de se transformer en *ressources* pour faire fructifier le *capital* en ingurgitant de nouvelles règles de conduite, une nouvelle langue et de nouvelles valeurs. Souvent installées au nom même de la liberté et de la transparence démocratique, ces nouvelles servitudes (Zarka, 2007 ; Gori, 2009) exigent un consentement volontaire des sujets. Les « experts » qui nous disent aujourd'hui comment nous devons nous comporter dans notre manière d'exister intimement et professionnellement, nouvelle incarnation des dispositifs de la censure sociale, nouveaux scribes de nos normes morales, participent à cet « art libéral de gouverner » dont Michel Foucault a fait la « généalogie » (Foucault, 2004a et 2004b).

L'ART DE GOUVERNER

Foucault nous a montré qu'à partir du XVIII^e siècle, l'art de gouverner suppose que la Raison d'État puisse s'imposer toujours davantage à la population qu'elle gère dans le grain ténu de leur existence par une

2. Tyranneau : terme de La Boétie.

3. Cette manière de s'habituer à ce que Deleuze appelait « les petits fascismes de la vie ordinaire » conditionne, dans les temps de crise et de terreur, l'obéissance à des actes cruels, barbares et inhumains.

référence toujours plus grande à l'idée de *liberté* corrélée avec la mise en place de dispositifs de *sécurité*. Il ne s'agit plus d'imposer des croyances vraies ou fausses auxquelles on demande aux individus de se soumettre, par exemple faire croire aux sujets en la légitimité d'une souveraineté royale de droit divin, mais toujours davantage de connaître, de modifier et de modeler l'*opinion* de la population à laquelle il est demandé une servitude volontaire ou une soumission librement consentie (Joule et Beauvois, 1998).

Pour cela, il faut une police des conduites qui prélève, rapporte, rassemble et analyse des données sur les forces et les ressources d'une population, ce qu'on appelle à l'époque la « statistique ». Avant d'être une science ou une méthode, la statistique apparaît étymologiquement comme une connaissance de l'État et par l'État qui estime le potentiel humain dont il dispose pour le gérer au mieux dans l'exercice de son pouvoir. La statistique constitue un savoir que l'État doit constituer à partir d'enquêtes ou de sondages pour agir sur le comportement des individus conçus comme sujets *économiques*, et sur leurs représentations sociales, individuelles et collectives puisqu'ils sont aussi des sujets *politiques*. C'est donc l'activité de l'homme concret dans le grain le plus fin de son existence qui va faire l'objet d'un savoir pratique constitutif d'un guide politique pour l'exercice du pouvoir et d'un guide moral, normatif, pour la population à laquelle le pouvoir se doit de renvoyer en retour les informations qui la concernent.

D'entrée de jeu on voit ici, d'une part, comment les « sciences » sont convoquées pour construire un savoir sur la population qui permette l'action politique et l'hygiène des conduites, et d'autre part, on peut souligner comment tous les médias et leurs réseaux des plus archaïques aux plus sophistiqués se trouvent invités à modeler l'« opinion » que les gens peuvent se faire de la manière dont ils sont gouvernés.

Nul mieux que Foucault n'a su analyser et conceptualiser les ressorts de cette rationalité gouvernementale moderne qui articule le nouveau régime de pouvoir mis en place au XVIII^e siècle, le savoir d'une économie politique qui l'exige et les dispositifs de sécurité et de modelage de l'opinion qu'ils requièrent. Et ce d'autant plus que ce réglage du pouvoir ne s'exerce plus au nom de la sagesse ou de la vertu, mais toujours davantage au moyen d'un calcul rationnel qui porte sur la société civile. Davantage, l'art de gouverner limitera ses interventions dans le champ économique pour ne pas gêner l'autorégulation naturelle du marché, davantage il devra se préoccuper de la conduite rationnelle de sa population, et constituer la société civile comme l'objet spécifique de ses actions. Cet art de gouverner n'aura de cesse dans notre civilisation libérale de promouvoir la figure anthropologique d'un *Homo economicus* (Mauss, 1950) capable de gérer lui-même toutes ses conduites au mieux de ses intérêts économiques.

Comme nous le soutenons, « la fièvre de l'évaluation » (Gingras, 2008) qui s'empare aujourd'hui des dispositifs de gouvernance de la recherche, de l'enseignement supérieur et des établissements de santé, constitue à la fois *les symptômes et les opérateurs de cette extension sociale de la norme* dans les démocraties néolibérales, leurs dispositifs de contraintes morales et sociales. Nous entendons « dispositif » au sens fort et précis de ce terme tel que Giorgio Agamben le définit après Foucault : « J'appelle dispositif tout ce qui a d'une manière ou d'une autre la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants » (Agamben, 2006). Le dispositif présente pour Foucault une nature et une fonction essentiellement stratégiques qui supposent des interventions dans les jeux de pouvoir par des types de savoir dont ils sont à la fois l'occasion, la conséquence et l'origine. Comme l'écrit Giorgio Agamben : « Le dispositif est donc, avant tout, une machine qui produit des subjectivations et c'est par quoi il est aussi une machine de gouvernement » (Agamben, 2006).

Ce dispositif de l'évaluation quantitative dont nous voyons crûment les méfaits (Gori, 2009) dans les domaines du soin, de la recherche et de l'éducation, tend à transformer ces institutions en matrice essentielle de subjectivation et d'idéaux normatifs. Ce guide moral des conduites dans les domaines du soin, de la culture et de l'éducation érige la figure anthropologique d'un homme réifié. Cet homme nouveau, mutilé et réifié dans ses activités d'enseignement et de recherche, sélectionne ses partenaires en fonction de ce qu'ils lui rapportent, et choisit ses concepts, ses thèmes de recherche et les citations d'auteurs de ses articles en fonction des supports de publication auxquels il les adresse et des membres des comités d'expertise auxquels il les destine. Bref, l'expertise bibliométrique quantitative qui tend aujourd'hui à s'imposer dans l'évaluation des travaux de recherche fabrique un *chercheur nouveau* qui se vend sur le marché des publications comme on présente son profil sur le Net pour chercher des partenaires amoureux ou préparer des entretiens d'embauche, c'est-à-dire dans une totale *autoréification*⁴ (Honneth, 2005). Un des symptômes les plus massifs de cette pathologie sociale de « la société du mépris » (Honneth, 2004) se manifeste avec insistance ces derniers temps dans l'application systématique d'un principe de classement des revues scientifiques, et en conséquence des chercheurs et des équipes à partir d'un *impact factor* dont la validité s'avère pourtant des plus problématiques⁵. Cette passion bibliométrique propre au nouveau paradigme

4. A. Honneth, *La réification. Petit traité de théorie critique* (2005), Paris, Gallimard, 2007.

5. Cf. entre autres le dossier de *La lettre des neurosciences*, « Quelle bibliométrie, pour quelle évaluation? », n° 30, 2006, p. 7-17; *Cliniques méditerranéennes, Soigner, enseigner, évaluer*, n° 71, 2005; *Revue d'histoire moderne et contemporaine, La fièvre de l'évaluation*, n° 55-4bis, 2008.

idéologique de l'expertise peut rendre *invisibles* des secteurs entiers de la connaissance, annihiler par des pratiques éditoriales « mafieuses » ou « claniques » le travail des chercheurs ou encore les conduire à devoir adopter des stratégies de soumission à de puissants « réseaux intellectuels » assurant l'hégémonie de la culture et du « marché » scientifiques anglo-américains⁶. N'oublions pas que l'évaluation de la production scientifique des chercheurs et des laboratoires détermine à l'Université l'habilitation des diplômes, l'accréditation des équipes et la carrière comme la promotion des enseignants-chercheurs. Auparavant cette évaluation se fondait en toute légitimité sur l'évaluation des travaux de recherche par les pairs et pouvait donner lieu à de larges débats tant en ce qui concerne la qualité de la recherche que les supports de publication (revues, livres, etc.). Cette époque « préhistorique » est terminée. À l'époque de l'homme numérique et à l'heure de la *Google-civilisation* (Cassin, 2009) on tend à lui préférer aujourd'hui l'évaluation bibliométrique qui évite aux évaluateurs d'avoir à lire les travaux qu'ils expertisent en ne fondant leur jugement que, par exemple pour l'*impact factor*, sur le niveau de citation des revues pour l'essentiel nord-américaines dans lesquelles ils sont publiés.

Passons sur les biais méthodologiques de cet *impact factor*, passons encore sur la normalisation des recherches et des chercheurs qu'il produit en les conformant aux intérêts scientifico-économiques américains, passons encore sur le quasi-monopole qu'il confère aux organismes scientifiques et éditoriaux américains sur le « marché » scientifique, passons encore sur le pouvoir de domination idéologique, linguistique et culturel qu'il apporte au « rêve américain », il est des disciplines scientifiques où sa commodité l'impose sans compromettre le devenir des recherches et des chercheurs. Il en est d'autres où ce système d'évaluation constitue une normalisation idéologique à l'intérieur même de la discipline en favorisant certains courants de pensée (solubles dans le modèle anglo-saxon) et en en stigmatisant d'autres (les plus européens)⁷. La pathologie que ce dispositif produit révèle sa philosophie même : *publish or perish*. Il n'y a d'existence que *visible* et pour obtenir la visibilité certains individus et certains groupes sont prêts à tout. La valeur d'une recherche ne repose plus seulement sur sa validité épistémologique, mais se déduit de sa visibilité sociale établie par le marché des publications sur lequel elle tente sa cotation. Non sans produire quelques effets pervers, comme le révèle récemment le cas du docteur Reuben, véritable « "Dr Madoff" » de

6. O. Milhaud, *Les géographes parlent-ils tous du même monde? Les réseaux intellectuels : hégémonie anglo-américaine et vision du monde*, 2005. <http://fig-st-die.education.fr>

7. Pour exemple, la psychanalyse n'ayant jamais eu droit de cité en psychologie aux USA, normaliser les publications européennes sur les critères des revues nord-américaines de la discipline, c'est prononcer sa quasi-exclusion du champ universitaire européen de psychologie clinique.

la pharmacie⁸» qui a publié des travaux «bidon» préconisant l'usage de certains médicaments censés accélérer le rétablissement postopératoire des patients. Les revues scientifiques n'ont rien vu de cette fraude dès lors que les articles étalaient des séries de statistiques sans fondement mais dont la structure se révélait «conforme» aux canons traditionnels du genre en matière de publications. Ces résultats frauduleux du docteur Reuben ont tout autant assuré le succès de sa carrière que les bénéfices colossaux des laboratoires commercialisant les médicaments prétendument expertisés. Cet exemple n'est qu'un cas particulier de la fraude scientifique que favorise un système d'évaluation dans lequel une reconnaissance scientifique ne se construit que sur des *critères formels* de productivité (Broad, 1982). La philosophie de l'université-entreprise pourrait devenir une des causes principales du déclin de la moralité et de la rigueur des chercheurs. On peut se demander avec Lindsay Waters (Waters, 2008) si l'arnaque de Sokal ne révèle pas davantage les faiblesses des dispositifs d'expertise des revues et celles des modalités actuelles de l'évaluation de la recherche que des «impostures intellectuelles» des chercheurs postmodernes des sciences sociales et des humanités que les auteurs cherchaient à «épingler».

La substance éthique de ce dispositif qui décompose les actes de recherche en séquences techniques commensurables, contrôlables et traçables, provient de la rationalisation technique des conduites propre à la civilisation capitaliste analysée par Max Weber, montrant d'une part que « nous ne cessons de constater — y compris pour des sphères de conduite de vie qui évoluent (apparemment) indépendamment les unes des autres — que c'est en Occident, et *seulement* en Occident, que se sont développés certains *modes* de rationalisation » (Weber, 2002, p. 67), et d'autre part que « liée à la rationalisation de la technique et à celle du droit, l'émergence du rationalisme économique fut en effet également tributaire de la capacité et de la disposition des hommes à adopter des formes spécifiques de *conduite de vie* pratique et rationnelle » (Weber, 2002, p. 63). L'évaluation est aussi de nos jours une manière sociale d'exister pour les individus et de se penser dans le monde, en rapport avec autrui. L'évaluation se révèle comme un dispositif de construction du *sujet éthique*⁹.

Or c'est le concept d'*information* qui recompose aujourd'hui les sensibilités sociales, morales et épistémologiques de la vieille notion de « valeur » en matière de santé, d'éducation et de recherche. Cette recombinaison opère véritablement une révolution idéologique dans les pratiques de l'évaluation et transforme insidieusement la *signification anthropologique* de la notion de *valeur* : n'a de valeur que ce qui peut se réduire à l'information. Et nous pourrions ajouter : une information qui peut se vendre et circuler comme une marchandise, à un prix du marché.

8. *Le Monde* du 21 mars 2009.

9. Au sens de Michel Foucault.

LA FIÈVRE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation des travaux de recherche, des enseignements et des pratiques de santé n'est pas une pratique nouvelle, ni une exigence illégitime. C'est la forme et les modalités actuelles de cette évaluation, saisissant non seulement les autorités de tutelle et les bailleurs de fonds mais encore les directeurs de laboratoire de recherche et les universitaires eux-mêmes, qui viennent témoigner d'un changement fondamental dans les *significations anthropologiques* de la « valeur » des soins, des recherches et des enseignements. Désormais, *ce qui compte c'est ce qui se compte* et se déduit d'une procédure qui repose moins sur l'exactitude et la valeur prédictive de ce qu'elle produit (les bons indicateurs) que sur l'assujettissement social invitant les individus et les groupes à en intérioriser les normes. Par exemple, ce qui compte c'est moins les conséquences épistémologiques et pratiques d'une recherche que son évaluation dans un dispositif managérial de *benchmarking*, établissant son niveau de performance en fonction de la « marque » de la revue dans laquelle ces travaux de recherche sont publiés. Nous y reviendrons mais cette référence à l'« objectivité » participe davantage d'une rhétorique de propagande qu'elle ne procède d'une rigueur méthodologique. Cette authentique *révolution idéologique* dont a bénéficié la notion d'évaluation procède moins d'une nécessité intérieure à la communauté scientifique d'améliorer ses activités que d'un art néolibéral de gouverner les individus, de manager leurs activités, de justifier les décisions politiques au nom d'une organisation rationnelle et technique, d'inoculer une novlangue (Gori et Del Volgo, 2008) conduisant les individus à s'autogouverner avec les normes de ce *New Public Management* qui s'est imposé dans les services publics au cours des années 1980. Un des credo de cette nouvelle manière de gouverner la recherche, l'enseignement et le soin reposait sur l'idée qu'il fallait accroître la compétition des pairs d'une discipline ou d'une activité pour les transformer en concurrents rentables et performants dont l'obsession fondamentale devait être de comparer leurs « produits » à ceux des autres opérateurs du champ. Cette évaluation par *benchmarking* provient directement des manuels de management de Rank Xerox et de Toyota. Ce dispositif de gouvernance vient briser la hiérarchie de la « cage de fer » (Weber, 2002) des unités de production industrielle calquées sur le modèle militaire pour y substituer d'autres instances de contrôle social et de gestion dans lesquelles les principes de compétitivité féroce, de concurrence impitoyable, de flexibilité et de réactivité incessantes, de profit à court terme et de dépassement permanent, règnent en maîtres. C'est la nouvelle culture du capitalisme financier (Senneth, 2006).

Le succès actuel des palmarès des hôpitaux, des universités, des revues scientifiques, procède de cette philosophie du *benchmar-*

king (Bruno, 2008) qui aboutit par exemple au fameux classement de Shanghai des Universités ou encore à la pitoyable tentative de l'AERES¹⁰ de classer les revues universitaires du champ des sciences humaines et sociales. Peu importe que ces palmarès baroques soient établis sur « de faux indicateurs » dont on ferait « mauvais usage » (Gingras, 2008), peu importe que les indicateurs bibliométriques se révèlent peu fiables au niveau individuel, peu importe que la diversité des champs disciplinaires interdise de transférer sans précautions la manière de fixer un indicateur de performance d'un secteur de la connaissance à un autre, l'essentiel est d'installer au cœur des groupes et des individus la *matrice normative* d'un certain style de pensée, d'une certaine manière de concevoir les pratiques professionnelles.

L'évaluation actuelle constitue la fabrique permanente d'un pouvoir politique qui nous invite à consentir librement à ces nouvelles servitudes au nom d'une « évaluation objective » des hommes et de leurs productions. Cette conception se trouve au cœur aussi bien de l'expertise actuelle des universitaires et de leurs laboratoires de recherche que des réformes sur les instances de gouvernance des établissements de santé (Gori et Del Volgo, 2009). Nonobstant les réserves et les analyses que mobilisent les dispositifs actuels de l'évaluation de l'enseignement, de la recherche et du soin, les dispositifs s'installent au nom de cette administration technique et gestionnaire prétendument objective. C'est en ce sens que nous dirons une fois encore et encore que l'évaluation actuelle n'est pas une *pratique scientifique* mais se révèle davantage comme une *idéologie* permettant l'exercice d'un pouvoir au nom d'une prétendue objectivité dont Adorno a révélé le caractère *réifiant*: « L'objectivité dans les relations entre les hommes, qui fait place nette de toute enjolivure idéologique, est déjà devenue elle-même une idéologie qui nous invite à traiter les hommes comme des choses » (Adorno, 1951).

BREF RAPPEL SUR LA BIBLIOMÉTRIE

L'évaluation de la production scientifique des universitaires et des laboratoires détermine à l'Université l'habilitation des diplômés, l'accréditation des équipes et la carrière comme la promotion des enseignants-chercheurs. La production scientifique *se mesure* par la publication des résultats scientifiques. Les méthodes d'évaluation des publications utilisent habituellement les critères d'évaluation des revues scientifiques, c'est-à-dire leur « Audimat », leur « popularité » dans une communauté de recherches.

La bibliométrie scientifique se définit comme l'application des mathématiques et des méthodes statistiques aux publications scientifiques.

10. AERES: Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur en France.

La bibliométrie scientifique permettrait d'évaluer par exemple la qualité d'une revue par son impact sur l'« opinion » des chercheurs qui composent cette communauté.

Le facteur d'impact est l'indicateur bibliométrique le plus connu. Le terme et la fonction ont été inventés par Eugène Garfield, consultant en information et conseiller de documentation pour une entreprise pharmaceutique avant la mise en œuvre de son projet de bases de données scientifiques. C'est en 1958 qu'Eugène Garfield crée l'ISI, Institute for Scientific Information, avec le soutien de l'administration américaine de la recherche et celui de sociologues comme Robert King Merton. L'hégémonie de l'anglais a été dès le début une volonté clairement affirmée (Day, 1979). C'était non seulement le fameux « publier ou périr », mais aussi publier en anglais dans le monde entier ou devenir « invisible », donc périr. Le premier volume de *Science Citation Index* voit le jour en 1963. Pour les sciences sociales, le *Social Science Citation Index* paraît en 1972 et le *Citation Index* en 1975 pour les arts et les humanités.

Le très fameux « facteur d'impact » correspond au rapport entre le nombre de citations obtenues par une revue *pendant deux ans* et le nombre d'articles publiés par ce périodique pendant la même période. Il mesure donc la fréquence moyenne avec laquelle l'ensemble des articles de ce journal est cité pendant une durée définie. C'est un indice de mesure rétrospective de l'impact d'une revue à très court terme. Cet indicateur, tout comme les autres indicateurs d'ailleurs et en tant que *mesures*, caractérise le contenant, la structure formelle, *l'information* et non le contenu, *la valeur*. Les travaux négationnistes du professeur Faurisson sur les chambres à gaz sont peut-être nuls du point de vue de l'historien mais ils apportent une « *information* » dans le milieu des historiens et accroissent son *impact factor*!

Tout en étant de plus en plus adopté dans tous les domaines de la connaissance, le facteur d'impact est aujourd'hui extrêmement critiqué¹¹. Voici quelques-unes seulement de ces critiques, tant leur exhaustivité serait fastidieuse. Le nombre de citations ne mesure pas réellement la qualité de la publication. La fenêtre temporelle est trop courte ; les articles classiques sont cités fréquemment même après plusieurs décennies. La nature des résultats dans les différents domaines scientifiques implique une quantité de publications différentes à un rythme différent et cela a un effet direct sur le facteur d'impact ; par exemple, les revues médicales ont des facteurs d'impact bien supérieurs aux revues de mathématiques. Relevant la fréquence de citations par article et négligeant le prestige de la revue, le facteur d'impact est une *mesure de popularité*, non de prestige.

11. On connaissait la *Démonstration expérimentale d'une organisation tomatotopique chez la Cantatrice*, de Georges Perec (<http://www.pianotype.net/doc/tomatotopic.htm>), nous voici maintenant avec « le syndrome de Shanghai » de Pierre Assouline, *L'Histoire*, mars 2009. Mais gageons que cela ne change rien au fonctionnement bureaucratique de nos nouveaux scribes.

Le facteur d'impact peut être artificiellement augmenté par une politique éditoriale adéquate, cela conduit les chercheurs à multiplier à l'extrême le nombre des auteurs: on dénombre jusqu'à 27 auteurs pour un article de 12 paragraphes (Day, 1979)! Et les citations de complaisance font que certains articles présentent des bibliographies extrêmement volumineuses pour citer les collègues amis ou les revues où l'on publie. Le facteur d'impact est lié à la revue et non à l'article, un article publié dans une revue à fort impact peut avoir un nombre de citations très bas, voire nul.

Mais si le facteur d'impact a été créé à l'origine comme mesure de la réputation d'une revue, il est de plus en plus employé comme mesure de la productivité individualisée des chercheurs. Si bien que pour certains, comme Étienne Hirsch, président de la Commission des « Neurosciences et organe des sens » à l'INSERM en 2006, « il semble important de ne pas utiliser l'IF lors de l'évaluation mais plutôt [pour] le choix du support de publication de nos travaux car il est gage d'un nombre élevé de lecteurs potentiels » (Hirsch, 2006, p. 14). C'est la « stratégie » agressive d'une prise de parts sur le marché... qui se joue.

Dans la recherche d'indices fiables d'évaluation des publications elles-mêmes, de nouveaux indices de citations voient le jour en particulier dans le but d'évaluer le chercheur lui-même. Ainsi en ayant accès au nombre de citations de chaque publication dudit scientifique *via ISI Web of Science* (Buée et coll., 2006) (accès *via* BiblioVie et BiblioInserm), les indices *h* et *m* peuvent être attribués individuellement à chaque scientifique. Ces indices sont simples à calculer. Cet indice individuel de Hirsch (indice *h*), que l'on indiquera sans doute très prochainement sur sa carte de visite, établit une relation entre un nombre total de publications et leurs citations. C'est la fameuse simplicité des nombres, la magie des nombres. Le *How many* est plus compréhensible que le *Who's who*. C'est en novembre 2005 que Jorge E. Hirsch¹² a publié dans *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* un article intitulé « An index to quantify an individual's scientific research output » dans lequel il propose le concept d'« indice *h* » ainsi que des algorithmes de pondération. Pour calculer l'indice *m*, il suffit de diviser *h* par le nombre d'années depuis la première publication. De ce *savant* calcul, il ressort, oh surprise, qu'en fait cet indice est tout simplement d'autant plus élevé que l'on a plus publié, donc que l'on publie depuis plus longtemps. Cela revient quasiment à faire la différence entre les jeunes et les vieux chercheurs!

Si, globalement, l'usage des indicateurs bibliométriques n'est plus véritablement contesté dans le domaine des sciences dures, les choses sont plus compliquées en sciences humaines et sociales. En 2002, Johan Heilbron (Heilbron, 2002) fait état d'un rapport ayant fait scandale aux Pays-Bas et dont les auteurs rattachés à un centre de scientométrie

¹² www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.0507655102

12. www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.0507655102

(Leyde) avaient simplement éliminé les livres des listes de publication et avaient par conséquent déclassé certains laboratoires au profit d'autres. Or un indice mesurant la productivité d'un chercheur et d'une équipe doit lui-même être évalué en fonction du dispositif qui le produit pour déterminer sa fiabilité et sa validité.

De manière générale, toute évaluation doit obéir aux trois qualités suivantes : validité, commodité et robustesse¹³. La validité reste la notion la plus délicate à préciser alors même qu'elle devrait être la qualité première de toute évaluation. Une évaluation est d'autant plus valide qu'elle traduit bien ce qu'il importe d'analyser, en l'occurrence que l'indicateur bibliométrique évalue bien la qualité d'une publication. On se situe très loin de cet objectif en la matière. Dans le champ de l'évaluation, Jean-Michel Chabot observe qu'il « est préférable de renoncer à une évaluation dont la validité serait trop faible ou même incertaine », et il considère que cette démarche se justifie d'autant plus que « la commodité [de l'évaluation] serait elle-même médiocre ». Or dans le domaine qui nous intéresse, celui de la bibliométrie, la commodité, autrement dit la faisabilité de l'évaluation et son acceptabilité (du point de vue des experts), est des plus aisées. Johan Heilbron, encore, observe que « dans les années à venir, il sera plus simple et bien moins coûteux de calculer le facteur d'impact d'une revue ou de construire un classement des laboratoires en fonction du nombre de publications et de citations » (Heilbron, 2002, p. 79).

On voit que, ce faisant, on passe, comme le souligne Jean-Michel Chabot, d'une évaluation *critériée* à une évaluation *normée*, on « établit un classement, (une hiérarchie) sans se soucier de la valeur intrinsèque de chacun des objets évalués ». L'important est de *produire des normes*.

Ces dérives portent atteinte aussi bien à l'évaluation en elle-même qu'à l'intérêt de toute bibliométrie dont on finit par ne repérer que ses défauts sans que pour autant son dispositif disparaisse de la scène sociale. Pour Nicole Haeffner-Cavaillon, responsable de la cellule bibliométrie à l'INSERM, « il est important d'indiquer que la bibliométrie ne remplace pas l'avis des pairs mais contribue à enrichir le débat et apporte une vision "objective" sur la visibilité des recherches » (Haeffner-Cavaillon, 2006, p. 12). Aujourd'hui force est de constater que nous allons dans le sens d'un appauvrissement, même si les scientifiques tiennent à déclarer le sérieux et l'indépendance de leurs évaluations vis-à-vis des contraintes gestionnaires et bureaucratiques. L'AERES, installée dans ses fonctions le 21 mars 2007, a un an après, en juillet 2008, établi des *listes* des revues actives dans tous les domaines de la recherche, dont certains se situent encore fort loin de ces préoccupations productivistes, mercantiles et gestionnaires de la recherche (l'histoire, la littérature, etc.). Ce n'est que dans le rapport de

13. Cf. J.-M. Chabot, « Évaluation : *vademecum* », Communication personnelle, 2007. Jean-Michel Chabot est professeur de santé publique et conseiller médical auprès du directeur de la Haute Autorité de santé (HAS).

forces politique qui s'en est suivi que ce dispositif d'assujettissement des chercheurs a dû revoir ses prétentions à la baisse¹⁴.

C'est essentiellement dans le domaine des humanités et des sciences sociales que cette fièvre de l'évaluation fait des ravages, mais à notre avis, il ne s'agit pas que d'un problème « technique » révélant « le mauvais usage de faux indicateurs » (Gingras, 2008). Bien sûr, le principe de précaution dont notre biopolitique des populations fait si pertinemment usage mériterait qu'il soit également appliqué à cette fougue bibliométrique conduisant au nom de l'objectivité à des décisions politiques et à des normes communautaires autant qu'individuelles aussi folles qu'arrogantes. Ces utilisations « anarchiques » (Gingras, 2008), aux dires mêmes des experts en bibliométrie, devraient sérieusement être contrôlées et régulées pour ne pas détruire les « humanités », compromettre les recherches et démobiler les chercheurs. Mais au-delà des recommandations « techniques » que le moindre bon sens et la moindre rigueur exigeraient, il nous faut bien admettre que c'est la place même que les humanités et les sciences sociales peuvent trouver dans notre culture qui se trouve au cœur de la question. L'usage anarchique de la bibliométrie compromet ces recherches, les déporte à la périphérie de nos formations de l'esprit critique en tant que ces disciplines universitaires favorisent une théorie sociale et une interrogation philosophique qui heurtent frontalement la civilisation cognitivo-instrumentale d'un « homme neuro-économique » (Gori et Del Volgo, 2008).

Il s'agit donc par le dispositif actuel de l'évaluation de réduire la place des sciences humaines et sociales dans la culture et de recomposer leur périmètre en fonction des exigences politiques des nouvelles technologies de gouvernement. Cela supposait une mutation dans la manière d'évaluer et une transformation des significations anthropologiques de la notion de *valeur*. Afin de réduire les « humanités » au « supplément d'âme » dont les sciences sont « friandes » et afin de pouvoir les convertir aux vertus et aux idéaux des nouvelles théories et pratiques du management des individus, des populations et de leurs opinions, il fallait bien une « révolution idéologique » dans la définition de l'évaluation.

BRÈVE ARCHÉOLOGIE DE LA NOTION D'ÉVALUATION

L'émergence des dispositifs actuels d'évaluation s'est produite au tournant des années 1980 jusqu'à devoir aujourd'hui les imposer comme incontournables et irréversibles. Auparavant et comme le rappelle Jean-Yves Mérimod (2008), les modes d'évaluation des universitaires et de leurs activités s'étaient très vite stabilisés, dès le XIX^e siècle, autour du « principe de jugement par les pairs ». Seules les procédures de contrôle et d'évaluation des activités des universitaires faisaient l'objet de débats

¹⁴ Cf. les numéros 8 et 9 du *Nouvel Âne* de 2008.

et de modifications, mais « jusqu'au début des années 1980, l'évaluation de l'activité des enseignants du supérieur s'est presque exclusivement effectuée lors des procédures de recrutement ou de promotion, et dans un cadre individuel. Elle ne s'est donc pas doublée d'une évaluation personnelle plus régulière. Et cette évaluation individuelle n'a pas été complétée par des évaluations plus collectives (laboratoires de recherche, départements de formation, faculté ou composante interne, université) de façon systématique » (Mérindol, 2008, p. 9). C'est seulement à partir des années 1980 que sous l'impulsion de Laurent Schwartz et de Pierre Bourdieu notamment, l'évaluation est devenue une exigence et s'est présentée opportunément pour certains de ses « zélotes » comme une contre-proposition au projet éphémère du gouvernement socialiste de fusionner les corps des maîtres de conférences et des professeurs dans un « corps unique ». La création du Conseil national de l'évaluation en 1985, prônant « une culture de responsabilité » des universitaires, apparaissait comme la contre-partie indispensable de l'autonomie des universités et de leurs composantes. Si Pierre Bourdieu s'est éloigné rapidement de cette philosophie de la nécessaire concurrence des établissements universitaires prônés par les instances d'évaluation, il n'empêche que les principes qui s'en inspiraient s'imposaient toujours davantage dans le pilotage des dotations de crédits aux universités. Les indicateurs d'évaluation comme instrument de gouvernement des universités par les pouvoirs publics se sont imposés de plus en plus sous une forme *quantitative* et au nom d'une *transparence* pour devoir répondre au besoin de se « faire-valoir » des établissements universitaires jugés sur leurs performances.

Alors même qu'au milieu des années 1990 de nombreuses voix exprimaient clairement la réticence à ramener l'évaluation au niveau d'indicateurs quantitatifs et bibliométriques, ce dispositif s'imposait toujours davantage dans le grain le plus fin de la vie universitaire. Ce ne furent plus seulement les établissements qui furent évalués pour recevoir une dotation globale des tutelles au moment où ils négociaient le périmètre de leur contrat avec l'État, mais aussi les laboratoires et bientôt les individus. Le pli était pris et à la commodité technique se trouvait rapidement agglutinée l'énorme et formidable possibilité de normalisation des professionnels révélée par ce dispositif de l'évaluation quantitative et individualisée de la production scientifique et des activités.

L'évaluation réalise en douceur le contrôle social des universitaires dont avait pu rêver Napoléon I^{er} et ses « inspecteurs d'université » mis à mal par les réformes républicaines et libérales des gouvernements qui lui succédèrent et qui tous ont reconnu l'« indépendance » des professeurs d'Université récemment réaffirmée encore par le Conseil constitutionnel. D'où l'extraordinaire révélation de cette nouvelle pratique d'évaluer qui, pour « imposture » qu'elle puisse être parfois, accomplit une réelle prescription sociale et une authentique initiation culturelle. Pour qu'une telle servitude volontaire se poursuive, cela supposait simplement que

l'indicateur d'activité se transforme en norme de performance conduisant les universitaires et les laboratoires à se gouverner au mieux de leurs intérêts en s'ajustant aux courants porteurs et portés par la communauté universitaire internationale, c'est-à-dire étatsunienne. L'évaluation s'est transformée alors en dispositif de servitude dont les experts ne tardèrent pas à devenir les véritables « scribes ». L'évaluation avait changé de sens, c'était le même mot mais ce n'était plus le même concept.

Et dans ce mouvement, les normes d'activité de recherche et de formation conduisent à l'insertion des individus et des groupes dans des réseaux intellectuels et assurent l'hégémonie anglo-américaine du marché de l'édition, de sa vision du monde et de son anthropologie (Milhaud, 2005). Les recherches et les courants épistémologiques se trouvent alors recomposés ou au moins réajustés en fonction de ces exigences et assurent dans certains champs de la connaissance une « domination » véritablement « impérialiste » (Tiberghien et Beauvois, 2008).

L'évaluation change alors de signification épistémologique et politique, elle participe maintenant d'une forme particulière de machine de gouvernement politique et d'une matrice subjective et sociale de civilisation spécifique. Tout était prêt pour transformer l'Université en « entreprise » convertie aux valeurs néolibérales et au *benchmarking* soi-disant porteur de compétitivité. Le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000 n'avait plus qu'à *acter* cette conversion de l'Université et des universitaires aux valeurs du capitalisme financier comme à ses nouvelles servitudes (Bruno, 2008). L'indicateur quantitatif de l'évaluation avait changé sa signification anthropologique : de critère approximatif permettant une évaluation transparente des travaux, facilitant la concertation et le jugement des pairs, il était devenu la pièce d'un dispositif de management et de servitude qui faisait entrer l'Université et les universitaires dans la rationalité néolibérale en installant au cœur des individus et de leurs communautés « la nouvelle raison du monde » (Dardot et Laval, 2009).

L'évaluation promue au milieu des années 1980 comme le garant indispensable de l'autonomie des universités et de l'indépendance des universitaires pour leur liberté de penser et de juger dans un esprit critique la valeur de leurs travaux respectifs s'est transformée en pièce maîtresse d'un dispositif de servitude qui les invite à s'en dispenser et à se résigner dans l'*apathie* à en déléguer le pouvoir aux tyranneaux de cette nouvelle civilisation de la norme. Face à cette apathie sur l'humus de laquelle prospèrent les servitudes volontaires, on ne peut que saluer le courage des « directeurs des meilleures revues britanniques d'histoire et de philosophie des sciences [qui] demandent depuis juillet 2008 à ce qu'elles ne figurent plus sur les listes de l'*European Science Foundation* » (Büttgen et Cassin, 2009), ils ont fait preuve de *liberté*. Cette liberté à laquelle l'Université fut longtemps et jalousement attachée et qui constitua pour nombre de ses membres la raison de leur engagement. Sans trop d'illusion et de nostalgie tant il est vrai comme l'écrit René Char qu'« à

tous les repas pris en commun nous invitons la liberté à s'asseoir. La place demeure vide mais le couvert reste mis.»

BIBLIOGRAPHIE

- ADORNO, Th.W. 1951. *Minima Moralia. Réflexions sur la vie mutilée*, Paris, Payot, 2003.
- AGAMBEN, G. 2006. *Qu'est-ce qu'un dispositif?* Paris, Payot & Rivages, 2007.
- BROAD, W.; WADE, N. 1982. *La souris truquée*, Paris, Le Seuil, 1987.
- BRUNO, I. 2008. «La recherche scientifique au crible du *Benchmarking*. Petite histoire d'une technologie de gouvernement», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-4bis, p. 28-45.
- BUÉE, L.; BROCARD, J.; CASTETS, F.; GALLI, Th. 2006. «La bibliométrie est une science?» *La Lettre des neurosciences*, n° 30, p. 7.
- BÜTTGEN, Ph.; CASSIN, B. 2009. «"J'en ai 22 sur 30 au vert". Six thèses sur l'évaluation», *Cités*, n° 37, p. 27-42.
- CAMUS, A. 1951. *L'Homme révolté*, Paris, Gallimard.
- CASSIN, B. 2007. *Google-moi*, Paris, Albin Michel.
- DARDOT, P.; LAVAL, Ch. 2009. *La nouvelle raison du monde Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte.
- DAY, R.A. 1979. *How to Write and Publish a Scientific Paper*, Philadelphia, ISI PRESS, 1983.
- FOUCAULT, M. 1994. «L'extension sociale de la norme», *Dits et écrits*, t. III, Paris, Gallimard, p. 74-79.
- FOUCAULT, M. 2004a. *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT, M. 2004b. *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France. 1978-1979*, Paris, Gallimard.
- GINGRAS, Y. 2008. «Du mauvais usage de faux indicateurs», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 55-4bis, p. 67-79.
- GORI, R. 2009. «Les scribes de nos nouvelles servitudes», *Cités*, n° 37, p. 65-76.
- GORI, R.; DEL VOLGO, M.-J. 2008. *Exilés de l'intime. La médecine et la psychiatrie au service du nouvel ordre économique*, Paris, Denoël.
- GORI, R.; DEL VOLGO, M.J. 2009. «De la société de la norme à une conception managériale du soin», *Connexions*, n° 91, p. 123-147.
- HAEFFNER-CAVAILLON, N. 2006. «Les indicateurs bibliométriques à l'INSERM», *La Lettre des neurosciences*, n° 30, p. 12.
- HEILBRON, J. 2002. «La bibliométrie, genèse et usages», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2 (141), p. 78-79.
- HIRSCH, E. 2006. «Bibliométrie: l'avis des présidents de section», *La Lettre des neurosciences*, n° 30, p. 14.
- HONNETH, A. 2004. *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La Découverte, 2006.
- HONNETH, A. 2005. *La réification. Petit traité de théorie critique*, Paris, Gallimard, 2007.
- JOULE, R.-V.; BEAUVOIS, J.-L. 1998. *La soumission librement consentie*, Paris, PUF.
- LA BOÉTIE. 2002. *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Vrin.

- MAUSS, M. 1950. *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF.
- MÉRINDOL, J.-Y. 2008. « Comment l'évaluation est arrivée dans les universités françaises », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 55-4bis, p. 7-27.
- MILHAUD, O. 2005. « Les géographes parlent-ils tous du même monde ? Les réseaux intellectuels : hégémonie anglo-américaine et vision du monde », http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2005/milhaud/article.htm
- SENNETH, R. 2006. *La culture du nouveau capitalisme*, Paris, Albin Michel.
- TIBERGHEN, G. ; BEAUVOIS, J.-L. 2008. « Domination et impérialisme en psychologie », *Psychologie française*, n° 53, p. 135-155.
- TOCQUEVILLE, A. (de). 1848. *De la démocratie en Amérique*, Paris, Garnier-Flammarion, 1981.
- WATERS, L. 2008. *L'éclipse du savoir*, Paris, Éditions Allia.
- WEBER, M. 1904-1905. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion, 2002.
- ZARKA, Y.-C. 2007. *Critique des nouvelles servitudes*, Paris, PUF.

ROLAND GORI ET MARIE-JOSÉ DEL VOLGO, L'IDÉOLOGIE DE L'ÉVALUATION: UN NOUVEAU DISPOSITIF DE SERVITUDE VOLONTAIRE ?

RÉSUMÉ

Les auteurs montrent comment les pratiques de l'évaluation à l'Université constituent de nouveaux dispositifs de servitude volontaire qui participent de l'art néolibéral de gouvernement des individus et des populations. Pour y parvenir le pouvoir pris par la fièvre de l'évaluation a dû insidieusement et progressivement acter le changement de signification de cette notion conçue comme une extension sociale de la norme managériale dans des secteurs de la vie sociale qui en étaient jusque-là préservés.

MOTS-CLÉS

AERES, bibliométrie, évaluation, idéologie, *impact factor*, néolibéralisme, normes, recherche, servitude, Université.

ROLAND GORI AND MARIE-JOSÉ DEL VOLGO, THE EVALUATION IDEOLOGY: A NEW DEVICE FOR VOLUNTARY SERVITUDE ?

ABSTRACT

The aim of this article is to show how the assessment practices at University today represent new settings for voluntary servitude which are a means of the neo-liberal art of government of individuals and populations. In order to do so, Power, impregnated by the evaluation fever, has insidiously and progressively the change of meaning of this notion, a notion conceived as a social enlargement of the managerial norm in the areas of social life which were protected from it until now.

KEYWORDS

AERES, bibliometry, evaluation, ideology, « *impact factor* », neo-liberalism, norms, research, « servitude », University.